

La fondation Pierre Fabre en Afrique Les génériques taillent des brèches dans les marchés illicites

Depuis qu'elle a pris pied sur le continent africain, en 2002, la fondation Pierre Fabre a lancé plusieurs campagnes de sensibilisation contre les ravages causés par le marché illicite des faux médicaments, en axant ses recommandations sur le générique. Le message est déjà en train de passer dans l'opinion africaine, comme le prouvent, pour la première fois, les enquêtes d'impact qui viennent d'être réalisées à Cotonou (Bénin).

COMMENT ÉRADICUER ce fléau que constitue, dans les pays émergents, le marché du faux médicament, avec ses mafias, ses corrupteurs, ses corrompus et, par-dessus tout, son dramatique cortège de problèmes de santé publique : inefficacité thérapeutique, toxicités diverses avec notamment des atteintes hépatiques, rénales et cardiaques, sans parler du développement inquiétant des résistances microbiennes et parasitaires... ? La pieuvre de cette économie parallèle étend de longue date ses tentacules internationales complexes, depuis la Chine, l'un des principaux pays producteurs et contrefacteurs, en passant par la Thaïlande et le Pakistan, avant d'aller infester le continent africain.

Pierre Fabre raconte qu'il y a bientôt vingt ans, en voyage au Nigeria, à Lagos, il avait vu des enfants qu'on vaccinait avec de l'eau distillée en guise de principe actif ; repéré par la mafia qui menait l'opération, il n'avait dû alors son salut qu'à la fuite, sous la protection de gardes du corps.

Un protocole sur trois ans. La fondation qui porte le nom du pharmacien-patron des laboratoires a déclaré la guerre aux faux médicaments (« Le Quotidien » du 14 juin 2002). Dès 2002, Philippe Bernagou, l'infatigable directeur de la fondation, est allé repérer ces indescriptibles enchevêtrements d'échoppes où, à Cotonou comme dans les autres mégapoles africaines, des foules innombrables fouillent les cartons de médicaments.

Un protocole d'action a été conclu avec le directeur des pharmacies du Bénin, Idrissou Abdoulaye. Il planifie sur trois ans l'ordre de bataille de la fondation : la réhabilitation du laboratoire national de contrôle de la qualité des



Quatre personnes sur dix ont acheté au moins une fois des médicaments sur le marché parallèle

médicaments, la réorganisation de la centrale d'achat des médicaments essentiels et des campagnes d'information du public. Sur ce dernier point, la fondation a apporté son concours à la direction des pharmacies béninoise sains qu'au ministère français des Affaires étrangères pour la réalisation de spots diffusés sur les ondes de la télévision et de la radio, dans l'ensemble des pays francophones, dans le cadre d'une semaine de sensibilisation. En mars 2002 et 2003, le slogan « Les médicaments de la rue, ça tue » a ainsi été massivement répercuté, en un matraquage intensif de la bonne cause.

Et le message est passé. Dès septembre 2003, une première enquête effectuée à Cotonou, à l'initiative du ministère de la Santé publique et de la Fondation, auprès d'un échantillon de 600 familles, révélait que 90 % des personnes interrogées avaient mémorisé le slogan ; 82,1 % d'entre elles déclaraient que les médicaments illicites exposent le consommateur à des risques de santé, citant les mauvaises conditions de conservation et de stockage des produits, leurs mauvais dosages, les risques d'intoxications, les insomnies ou les somnolences, les allergies et les aggravations de la maladie auxquels exposent les faux médicaments.

Mais en même temps, l'enquête indiquait que quatre personnes sur dix ont acheté au moins une fois des médicaments sur le marché parallèle, une proportion qui monte à cinq sur dix pour les familles peu instruites. La connaissance des risques ne suffit donc pas à enrayer un marché qui reste invasif, voire intrusif : non seulement sept personnes sur dix disent avoir près de chez elles un marché de médicaments, mais huit sur dix déclarent être littéralement harcelées à leur domicile par des démarcheurs, à raison de trois visites par mois en moyenne. Forte de ces enseignements, Hélène Chastanier, pharmacienne de santé publique, chargée de mission de la fondation, a élaboré avec Idrissou Abdoulaye, le directeur des pharmacies, et Philippe Bernagou une nouvelle campagne. Pour désamorcer quelques idées reçues (« Plus un médicament est cher, plus il est efficace », « Les pharmacies sont destinées à une clientèle favorisée »), un nouveau message a été retenu : « Les médicaments génériques, j'ai confiance ». Décliné à la télévision, à la radio et sur les affiches murales, sa perception, selon l'enquête d'impact effectuée en septembre dernier, a atteint le score de 85,3 % des personnes interrogées.

Environ sept sur dix déclarent avoir bien reçu les informations sur les médicaments génériques ; elles retiennent qu'ils sont efficaces et que leur prix les met à la portée de toutes les bourses, à la différence du médicament de spécialité vendu en officine. Enfin, huit ménages sur dix affirment qu'ils ont acheté au moins une fois un médicament générique, généralement dans les centres de santé ou les hôpitaux (neuf achats sur dix), mais aussi dans les pharmacies (sept sur dix).

Un film dans les lycées. Évidemment, le combat continue. Une prochaine campagne est prévue en mai, toujours accompagnée, en septembre, d'une enquête pour mesurer son impact.

Le public des adolescents fait l'objet d'une communication spécifique. Un film de 45 minutes va être diffusé dans les classes de 6^e, 5^e et 4^e. Des agents de sensibilisation viendront les commenter dans les lycées.

Evidemment, les efforts déployés pour l'information et l'éducation du public africain s'assortissent d'une mise à niveau de l'approvisionnement. La centrale d'achat des médicaments essentiels (Came) a bénéficié d'un appui logistique pour fournir les médicaments génériques. De même, le Laboratoire national de contrôle de la qualité, à Cotonou, a été réhabilité. Celui de Guinée-Conakry va suivre, grâce à un appui prêté à la formation de ses personnels et à son organisation. Comme le souligne Idrissou Abdoulaye, « il s'agit de renforcer l'ensemble des acteurs du médicament, aussi bien les sociétés grossistes que les commissions techniques et d'enregistrements, ainsi que d'améliorer la formation des professionnels ».

Une maison médicale dans la région de Wassadou

Les actions de dimension nationale et internationale n'excluent pas de mener à bien des chantiers de format purement local. C'est ainsi que sera inaugurée en mai prochain une maison médicale construite dans la région de Wassadou, au Sénégal. « Dans cette Afrique de nulle part, explique Philippe Bernagou, nous avons monté cette petite structure construite dans un style traditionnel, où un médecin, deux infirmières et une matrone vont, au cœur de la brousse, prendre en charge des patients jusqu'alors dépourvus de tout sur le plan sanitaire et médical. »

L'effort devient continental. Le 7 mars prochain, un accord sera signé sous l'égide de la fondation, en partenariat avec le ministère français des Affaires étrangères, l'Agence française de sécurité des produits de santé (Afssaps), le Leem (Les Entreprises du médicament), pour créer le premier réseau de laboratoires nationaux de contrôles (LNC) du sud. Avec les LNC référents de Tunis et d'Alger, les LNC de Cotonou, de Conakry, de Niamey et de Dakar sont appelés à mettre leurs moyens en commun pour s'approvisionner en substances de référence et en réactifs, ainsi que pour assurer la maintenance de leurs équipements.

De Carla, son QG de Castres (Tarn), Pierre Fabre suit attentivement ces grandes manœuvres. Pour casser les circuits internationaux de faux médicaments, sous l'impulsion de sa fondation, c'est donc un dispositif de format continental qui est en train de se déployer, à vive allure. Les virées à haut risque dans les marchés de la contrebande médicamenteuse seront reléguées un jour au rayon de l'Afrique des mauvais souvenirs.

> CHRISTIAN DELAHAYE

SIDA

Un site Anrs au Cameroun

Dans le cadre d'une collaboration commencée en 1999, l'Agence nationale de recherche sur le sida en France (Anrs) et les ministres du Cameroun chargés de la Santé et de la Recherche ont signé un protocole d'accord pour dynamiser la recherche de haut niveau sur le VIH/sida et les hépatites dans ce pays. Le site Anrs du Cameroun, qui vient d'être inauguré, est le quatrième créé en Afrique. Il est placé sous la responsabilité conjointe d'un coordinateur national, le Pr Sinata Koulla-Shiro (hôpital central de Yaoundé), et d'un coordonnateur du Nord, le Pr Eric Delaporte (IRD). Le Cameroun est caractérisé par une diversité virologique singulière (présence de virus du groupe N et des virus recombinants). Des travaux ont révélé un risque d'émergence de nouveaux rétrovirus portés par des singes infectés.

MÉDECINES ALTERNATIVES

Un tiers des cancéreux

Le recours aux médecines complémentaires et alternatives (MCA), même s'il reste moins fréquent qu'aux Etats-Unis, tend à augmenter chez les patients européens atteints de cancer. Selon une étude publiée dans « Annals of Oncology » (3 février), le pourcentage d'utilisateurs varie de 15 % en Grèce à plus de trois quarts en Italie. Cette première grande étude a inclus 956 patients, âgés de 17 à 91 ans, dans quatorze pays européens. Le profil type de l'utilisateur est une femme jeune, au niveau d'éducation élevé, atteinte le plus souvent d'un cancer de mauvais pronostic (pancréas, foie, os ou cerveau). Dans la plupart des cas, les patients ont recours à l'homéopathie, aux produits à base de plantes, aux vitamines et aux minéraux. Ils dépensent en moyenne 123 euros par mois pour, disent-ils, rendre leur corps plus apte à lutter contre la maladie (50 % d'entre eux). Les médecins devraient prendre en compte ce phénomène, qui devrait encore s'amplifier, indique l'auteur, le Dr Molassiotis (Manchester).

RECHERCHE

Des règles pour les chercheurs américains

L'Institut national de la santé (NIH) américain, le plus grand centre mondial pour la recherche publique, a décidé de nouvelles règles pour restaurer sa réputation d'objectivité et éviter les conflits d'intérêt. Désormais, aucun de ses cinq mille chercheurs ne peut accepter de collaboration rémunérée par une société pharmaceutique, de biotechnologie, d'assurance médicale, des centres de soins ou un groupement professionnel. La règle s'applique aussi aux firmes ou organismes bénéficiant d'un financement du NIH pour la recherche. Les chercheurs ne peuvent pas non plus détenir des actions des sociétés en question.

La faculté de Phnom-Penh tourne à plein régime

La fondation Pierre-Fabre est à l'œuvre au Cambodge depuis 2000. Son premier chantier, la construction d'une nouvelle faculté de pharmacie, est opérationnel depuis deux années universitaires. Après l'équipement des locaux, des salles de cours et de travaux pratiques, la bibliothèque a été entièrement reconstituée et enrichie en ouvrages et revues scientifiques par l'Association des étudiants et pharmaciens khmers de France ; l'organisation pédagogique a été mise en place

grâce à l'aide bénévole de professeurs de faculté venus de France. Après la refonte complète du cursus, dotée d'outils pédagogiques adaptés aux besoins cambodgiens, c'est désormais un enseignement complet jusqu'au troisième cycle qui est proposé. Au-delà, des études doctorales se poursuivent en partenariat avec les facultés de pharmacie de Marseille et de Toulouse, pour former les futurs enseignants et les responsables de la pharmacie cambodgienne.